

24 mars 1984 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision américaine "Cable News Network" à Atlanta, samedi 24 mars 1984.

QUESTION.- Bonjour monsieur le Président, votre pays a annoncé que ses troupes doivent se retirer du Liban, pourriez-vous nous dire quand elles partiront ? Et où elles iront ?

- LE PRESIDENT.- Nos troupes quittent le Liban pour rentrer en France mais elles laisseront beaucoup de choses derrière elles. Ainsi qu'il a été annoncé, à Paris, elles devraient avoir terminé leur mouvement fin mars. Nous partons parce que nous sommes en relations amicales et coordonnées pour une relève par les Libanais, non seulement le gouvernement, mais par l'ensemble des fractions qui comptent, représentatives de ce pays. Nous partons donc dans l'amitié mais nous ne partons pas tout à fait, car la présence de nos soldats aura permis de perpétuer politiquement, économiquement, culturellement, les relations historiques entre le Liban et la France.

- QUESTION.- Laissons de côté le fait que vous ne partez pas tout de suite comme vous dites. Le départ des troupes n'est-il pas lié à quelques pressions dans le monde ou au fait que les trois nations européennes ont échoué dans l'établissement d'un gouvernement stable au Liban ?

- LE PRESIDENT.- Vous parlez de trois nations européennes ? Disons les quatre nations en tout, ce serait plus juste. En tout cas, pour l'instant, il n'y a plus qu'une seule armée occidentale qui se trouve au Liban pour quelques jours encore, c'est la française. Elle est restée parce qu'elle a voulu assurer la continuité avec les Libanais, elle part donc dans des conditions différentes. La France, je le répète, ne part pas.

QUESTION.- Le Liban, en fait, sera divisé après le départ des troupes françaises entre les Syriens, les Israéliens et les forces palestiniennes qui sont au Liban. N'est-ce pas exactement le résultat que les Occidentaux voulaient éviter ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'était pas l'objectif. Nous sommes d'abord partis pour le Liban afin de nous interposer dans une phase de cette guerre - à l'époque où les Israéliens, qui avaient conquis Beyrouth-Est, voulaient conquérir Beyrouth-Ouest et bombardaient - et avec l'accord du gouvernement israélien nous sommes allés assurer le départ des palestiniens dans la dignité et la vie sauve. Première mission. Aussitôt après, cela a été le drame de Sabra et Chatila et le massacre des familles palestiniennes. Non seulement le gouvernement libanais mais toutes les fractions nous ont alors demandé de revenir, chrétiens et musulmans, toutes les catégories de chrétiens et de musulmans. Nous sommes revenus et nous avons servi encore au rapatriement de milliers de Palestiniens à Tripoli. Nous avons servi aux échanges entre Israéliens et Palestiniens. Nous avons assuré la sécurité de centaines de milliers de gens sur place au point que l'armée française, on voudrait aujourd'hui la garder sur place. Mais nous n'avons pas prétendu arbitrer la guerre civile ni régler nous-mêmes le problème qui ne l'a été par personne - Israël, la Syrie - bref, un problème qui dure depuis longtemps et qui durera encore.

- QUESTION.- Votre pays a perdu quatre vingt neuf hommes de troupe et les Etats-Unis ont perdu plus de deux cent cinquante hommes avant cette période. Est-ce que cela valait la peine d'abandonner ce que l'on a réussi à faire ?

- LE PRESIDENT.- Je parle pour mon pays. J'ai naturellement beaucoup souffert de la perte de nos soldats, mais ils remplissaient une grande mission... Depuis plusieurs siècles la France entretient des relations privilégiées avec ce que qu'on appelait autrefois les "échelles" du Levant. La France a exercé un rôle déterminant dans la création du Liban et quand on nous a appelé au

La France a exercé un rôle déterminant dans la création du Liban et quand on nous a appelé au secours, il était uste de venir. Aujourd'hui, nous partons avec l'accord de tous les Libanais, qui ne nous poussent pas dehors, qui nous disent : "Ah ! si vous pouviez rester" mais qui comprennent nos raisons.\

QUESTION.- On va passer rapidement à un autre domaine dans une autre partie du monde. Vous avez souvent critiqué la politique américaine en Amérique centrale. Maintenant les Etats-Unis sont sur le point de se lancer dans une énorme manoeuvre entraînant 33000 soldats américains. L'Administration demande 21 millions d'aide pour des guérillas qui essaient de renverser le gouvernement du Nicaragua. Est-ce que c'est comme cela qu'il faut s'attaquer aux problèmes de l'Amérique centrale ?

- LE PRESIDENT.- Je vais vous répondre de deux façons. D'abord les journalistes et la presse, et c'est leur métier, insistent sur les divergences qui séparent le point de vue politique et diplomatique français du point de vue diplomatique et politique américain. Naturellement, sur plusieurs sujets, il y en a. Mais je tiens à dire que ces différences sensibles se situent dans un contexte historiquement préservé de deux solides amitiés. Par -rapport aux problèmes de la paix dans le monde, nous sommes dans la même alliance `Alliance atlantique`. Maintenant, je réponds, puisque nous avons parlé des divergences et que cela vous intéresse plutôt que le reste...

- QUESTION.- Je parlais de l'hypothèse que nos deux pays sont des amis, ont des relations solides & la question portait sur la véritable -nature de la politique à mettre en oeuvre pour les problèmes de l'Amérique centrale.

- LE PRESIDENT.- J'entends bien, et c'est un de nos points de divergences. Nous n'avons pas la même analyse. J'ai souvent développé l'idée selon laquelle le problème de l'Amérique centrale tenait au système politique et économique qui a installé là-bas des dictatures qui servaient les intérêts de quelques oligarchies, quelques grands intérêts privilégiés, et que ces peuples ont besoin de se libérer comme nous-mêmes, pays d'Europe, nous l'avons fait tout le long du 19ème siècle. Voilà mon opinion.\

`Suite réponse sur la politique des Etats-Unis en Amérique centrale`

- Il faut donc soigner le mal à la racine & la racine, c'est la misère, c'est l'oppression. Cela dit, le problème se développe, s'aggrave et je comprends que les Etats-Unis d'Amérique s'en inquiètent, mais je ne crois pas personnellement, qu'une intervention dans les affaires de pays voisins soit la meilleure façon d'agir. Voyez-vous la démocratie naît partout où il y a un développement, là où il y a un sous-développement, il y a rarement démocratie & lorsqu'il y aura une démocratie véritable dans les pays d'Amérique centrale, alors il y aura la paix, l'entente et l'harmonie avec les Etats-Unis d'Amérique. Mais la démocratie ne viendra que si on lutte d'abord contre le sous-développement. Voilà, c'est une analyse que je développe sans esprit d'agressivité à l'égard d'un pays ami mais j'ai le devoir de dire ce que je pense.

- QUESTION.- Pensez-vous que les Etats-Unis seraient mieux placés s'ils investissaient dans une aide économique plus poussée comme vous venez de le laisser entendre, que c'est cela qu'il faudrait plutôt que dans des manoeuvres militaires et une aide militaire à ceux qui luttent ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas multiplier les conseils. Cela dit, il me semble que c'est ce que je vous avais dit avant. Bref, vous avez bien compris.\

QUESTION.- Passons maintenant à ce qui semble avoir été le principal axe de votre visite pour l'instant, les relations Est - Ouest, l'Union soviétique a quitté les négociations sur les limitations des armes, sur les nouveaux missiles qui sont déployés en Europe, il n'y a pas de négociations actuellement et vous nous avez dit que vous aimeriez qu'il y ait des négociations qui reprennent. Alors dites-moi, je vous prie, ce que les Etats-Unis devraient faire maintenant, quelles mesures il faudrait prendre pour que les négociations reprennent, est-ce qu'il faudrait une autre réunion Shultz - Gromyko. Est-ce qu'il faudrait un sommet, qu'est-ce qu'on peut faire ? On pourrait peut-être faire une nouvelle offre à la table des négociations ou en dehors.

- LE PRESIDENT.- Premièrement je ne suis pas l'arbitre, deuxièmement je ne rêve pas. Il est évident que les débats seront durs. Il s'est développé entre l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, autour de la Conférence de Genève sur les forces nucléaires intermédiaires `FNI`,

sur l'équilibre des forces en Europe, puis l'installation des Pershings 2 en Allemagne de l'Ouest `RFA`, une situation de tension. Vous connaissez mes positions à ce sujet et il n'est pas concevable que - tout aussitôt après que M. Andropov ait dit que ce serait la rupture -, ce soit possible comme cela de panser la plaie, tout simplement parce qu'on le désire. Il faut du temps pour qu'un plaie se cicatrise, ce n'est donc pas pour tout de suite. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il ne faille pas rechercher le dialogue et l'ouverture. C'est, à mon sens, le travail qui devrait se faire dans les mois qui viennent. Il faut que l'Union soviétique soit assurée que les pays d'Occident sont prêts à parler sur la base de concessions mutuelles. Eh bien, c'est un travail qui nous reste à faire à partir de ce mois de mars, pendant le printemps et l'été et la suite c'est l'histoire qui l'écrira. Je ne suis pas prophète.\

QUESTION.- Vous pensez que les Etats-Unis sont disposés à négocier, ou est-ce que vous vous attachez tout particulièrement à la question de savoir si les Etats-Unis sont disposés à faire des compromis ou des concessions mutuelles ?

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est vrai que quelques signes ici et là existent. Après tout, les Russes n'ont pas rompu toutes les négociations et il y a les conversations, comment dirai-je, dans le subconscient. Il y a des lettres qu'on s'écrit - même si elles sont glaciales -. Cela existe. Il est normal que les Soviétiques éprouvent quelque peine à accepter d'effacer l'ardoise après avoir dû constater que, malgré leurs avertissements, les Pershing avaient été installées. Il faut laisser passer un peu de temps sur ces choses et ensuite rechercher ce que pourraient être les signes et les gestes respectifs et réciproques.

- QUESTION.- Je voudrais pousser un peu plus loin dans cette voie. Dans une précédente question vous disiez que l'on doit s'attendre à ce que l'Union soviétique efface l'ardoise et que l'Occident devrait donc faire quelque chose dans les mois à venir : est-ce que l'Occident devrait par exemple freiner, arrêter pour un instant le déploiement des missiles ou modifier le schéma des déploiements ou retarder un petit peu les choses, faudrait-il que l'Occident dise quelque chose sur le déploiement pour permettre aux Soviétiques d'effacer l'ardoise ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit, monsieur, que lorsque l'on veut ouvrir une négociation on ne peut pas faire des gestes de caractère unilatéral. Une diplomatie, cela se prépare et il faut que chacun de ces deux grands pays consentent l'un et l'autre des sacrifices pour le désarmement, c'est-à-dire pour la paix.

- QUESTION.- Est-ce que je peux vous demander si vous êtes disposé à inviter les super-puissances à avoir un sommet en France ?

- LE PRESIDENT.- J'ai déjà dit, à l'Organisation des Nations Unies `ONU`, que cette invitation, qui s'adressait aux cinq puissances nucléaires, serait la bienvenue à Paris, mais je ne place pas du tout la France en situation d'arbitre ou de médiateur. Nous ne participons pas à la négociation de Genève. Cela nous intéresse, mais nous n'y sommes pas et nous n'avons pas l'intention d'y aller.\

QUESTION.- La politique étrangère est un domaine dans lequel vous avez vous-même beaucoup de soutien à l'intérieur de la France, dans le sens où vous avez un soutien unanime dans la population française. Mais il y a d'autres domaines où vous n'êtes pas aussi populaire, en fait votre popularité en France n'a jamais été aussi basse, les camionneurs ont bloqué les routes, les gens font des grèves, vous avez été obligé de dévaluer le franc trois fois.

- LE PRESIDENT.- Cela fait beaucoup de questions à la fois. J'aurai de la peine à répondre à toutes. Mais vous faites des affirmations qu'il faut que je contredise. Allons peut-être plus lentement. Vous avez parlé de grèves. Pendant les deux ans et demi où j'ai été Président de la République, c'est la période où il y a eu le moins de grèves en France depuis 20 ans. Alors vous voyez cette grève des camionneurs, parce qu'ils barrent les routes, mais ils ne les barrent plus, cela a duré une semaine : c'était pénible, mais la France n'est pas le pays des grèves. Il se passe souvent des événements graves dans d'autres pays pas très loin d'ici. Alors...

- D'autre part, vous dites que je suis impopulaire. Moi, je mène la politique que j'ai le devoir de mener et c'est au moment où les Français auront à choisir que l'on verra qui est populaire. Je ne peux pas modifier la politique que je mène en lisant les sondages chaque matin. C'est une affaire

de courage, car il faut arriver à dominer, avec d'autres pays amis une crise mondiale et c'est difficile.\

` Suite réponse `

- Enfin, vous avez parlé de l'inflation. On va en parler tout à l'heure si vous voulez, parce que je suis tout à fait disposé à expliquer, grâce à vous, ce qu'est la politique de la France dans le domaine économique.

- QUESTION.- Eh bien justement, j'allais dire que vous avez déjà été forcé de modifier certaines des politiques. Vous avez été forcé de dévaluer.

- LE PRESIDENT.- Permettez-moi de vous dire que cela ne signifie pas grand chose. Voyons la réalité. Le franc, malheureusement, s'est dévaloriser par -rapport au mark -qui est l'élément de comparaison parce que nous sommes dans le même système - ayant mon arrivée au pouvoir tout autant que depuis. Mais, moi, je l'ai fait d'un manière officielle, en restant dans le système monétaire européen, en dévaluant trois fois de peu. Avant moi, la même chose se faisait en quittant le système monétaire européen. C'était moins voyant. Je l'ai fait pour une raison simple : c'est que dans la comparaison entre l'Allemagne fédérale et la France, nous avons une plus forte inflation \pounds mais quand je suis arrivé au pouvoir, l'inflation que j'ai reçue en héritage était de 14 % l'an. A la fin de l'année dernière, elle était de 9,3 et actuellement le rythme est de 7 %. Les Allemands entre 9 et 3 ou 4 %. Tant qu'il aura cette différence, notre monnaie se dépréciera par -rapport au mark, donc tout mon effort est de rétablir la parité en luttant contre l'inflation. Je vous ai donné des chiffres, appréciez.\

QUESTION.- N'aurait-il pas été plus intéressant de mener une autre politique que celle pour laquelle vous étiez populaire à l'origine ? Il y a un contraste intéressant entre ce que vous avez fait vous en tant que socialiste et ce qu'a fait le président Reagan, conservateur, sa politique économique semble avoir maîtrisé l'inflation et l'avoir rendu plus populaire alors que votre popularité est allée en baissant, quand vous avez fait une politique inverse.

- LE PRESIDENT.- Attendez la suite, du moins pour ce qui me concerne. Je ne m'occupe pas de la politique intérieure des Etats-Unis d'Amérique et je respecte ceux qui représentent ce pays. Mais quand vous dites que j'ai changé, non. La définition entre socialistes et libéraux ne dépend pas de l'abondance ou de la pénurie. Le socialisme démocratique dans lequel je crois a pour objectif essentiel de préserver autant que possible, la justice sociale, c'est-à-dire de demander un effort au pays, un effort aux français en rétablissant une plus grande justice entre les catégories sociales, en demandant plus à ceux qui ont des privilèges et moins à ceux qui fournissent le travail et qui souffrent. Cet effort, nous le faisons chaque jour. Cela, c'est notre continuité. Quant à la politique économique proprement dite, il faut qu'elle épouse la situation. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, c'était après 25 ans d'une politique qui n'était pas la nôtre, et qui était une politique conservatrice de telle sorte qu'il y avait une attente sociale de réformes profondes. J'ai mis un an à les faire. Puis, nous nous sommes attaqués aux problèmes économiques et aux difficultés avec détermination. Je crois, moi, au courage des Français. Ils reconnaîtront que le courage de leurs dirigeants est la meilleure façon de servir leurs intérêts.\

QUESTION.- Puis-je vous poser rapidement une question un peu liée à l'économie. Etes-vous toujours aussi préoccupé par les déficits américains très élevés et les taux d'intérêts élevés également ? Il y a encore un an à Williamsburg, les Européens étaient très préoccupés, est-ce que les choses ont évolué ?

- LE PRESIDENT.- Vous remarquerez justement que ceux qui étaient préoccupés c'étaient tous les Européens, les Socialistes comme ceux qui ne le sont pas. Vous voyez que ce n'est pas un problème de choix ou d'idéologie économique. On traite un problème comme il vient et on cherche plus de justice sociale ou moins -c'est la différence principale. Je profite de cette deuxième question pour revenir sur la précédente. Je ne veux pas mettre l'accent sur des différences d'appréciation, car je ne veux pas donner une image qui ne serait pas juste de mes relations avec les Etats-Unis, qui sont de bonnes relations. Mais c'est vrai que nous souffrons, que nous avons souffert, de la politique des taux d'intérêts élevés, des taux réels élevés de l'argent, car cela retarde l'investissement, et conduit en même temps vers les Etats-Unis d'Amérique de l'argent qui se déplace pour aller chercher des intérêts plus forts. Prof. nous en sommes gênés

l'argent qui se déplace pour aller chercher des intérêts plus forts. Bref, nous en sommes gênés. Nous en discutons avec nos amis américains et j'espère que nous trouverons une solution moyenne.\

QUESTION.- Vous avez, je crois, une sorte de rêve économique pour la France. Une partie de votre visite sera justement dans la région de San Francisco et pour les industries de haute technologie autour de San Francisco, vous voulez que la France joue un rôle dans le monde dans le secteur des ordinateurs et de la haute technologie. N'allez-vous pas chercher les difficultés en allant rechercher la concurrence avec les Etats-Unis et le Japon qui sont déjà très forts dans ce domaine ?

- LE PRESIDENT.- Cela n'est pas un rêve, c'est une volonté et la France, vous la décrivez quand même d'une curieuse façon. Ce n'est pas un nain, là comme cela, à côté de quelques géants. Nous avons nos points forts, à l'heure actuelle sur le -plan de la technique des centrales nucléaires pour la fabrication de l'électricité nous sommes au premier rang. Nous sommes parmi les trois premiers pour les télécommunications. Pour les transports -aéronautique, chemins de fer, métro, hélicoptères, etc...- nous avons une très forte position. Je ne suis pas venu ici faire de la propagande. Mais nous sommes capables de supporter la concurrence avec les pays que vous avez cités, à la condition que nous soyons capables de moderniser chacune de ces industries par la possession de l'arme maîtresse des temps moderne : c'est-à-dire l'électronique. On a connu la révolution de la vapeur à la fin du XVIIIème siècle, la révolution de l'électricité à la fin du XIXème, c'est maintenant la révolution de l'électronique. Je veux équiper mon pays pour donner plus de force encore à des secteurs puissants, mais qui risqueraient de vieillir trop vite. Oui, j'accepte la compétition avec le Japon et les Etats-Unis d'Amérique. Cela peut paraître présomptueux, nous avons nos faiblesses et je les connais. J'admire beaucoup les réussites de travail, de sérieux, de méthode du Japon. Donc, je ne dis pas que ces pays ne méritent pas d'être admirés, mais j'estime que la France est capable de s'installer et de rester parmi les premières. Tout cela passe par la formation des hommes, des femmes. J'irai m'en expliquer dans la Silicon Valley et à Pittsburgh. Alors, on en reparlera.\

QUESTION.- Laissez-moi revenir un instant aux affaires étrangères. Il nous reste très peu de temps et je voudrais une réponse rapide à une question inhabituelle. L'Allemagne de l'Ouest comme l'Allemagne de l'Est ont toutes les deux une politique de réunification. Beaucoup dans le monde craignent une telle réunification, si toutefois elle est possible. Du point de vue de la sécurité européenne, pas du point de vue de l'Allemagne, quelle est votre position sur la réunification de l'Allemagne ?

- LE PRESIDENT.- On ne peut que comprendre les Allemands qui vivent près de 40 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale avec un statut sur le -plan de la sécurité qui ne correspond pas à la puissance économique et politique de ce pays et qui vivent également dans un -état de rupture et déchirement en deux Allemagnes. C'est donc pour eux une préoccupation dominante, et c'est normal. Le problème pour les autres est que l'attraction naturelle et légitime des Allemands à se retrouver ne puisse pas déséquilibrer le centre de l'Europe et l'équilibre du monde. Mais j'ai confiance dans le gouvernement de l'Allemagne, très démocratique, dans le peuple Allemand qui est notre ami, après tant de drames. C'est une conquête mutuelle d'avoir bâti cette amitié et -que ce soit la majorité actuelle ou l'opposition sociale démocrate -, ce sont des gens qui serviront les intérêts de l'Allemagne, mais pas contre la paix, mais pas contre la démocratie.

- QUESTION.- Monsieur le Président, merci beaucoup, merci d'être venu à Atlanta.

- LE PRESIDENT.- Est-ce que je peux dire encore un mot ? Je vous remercie, vous, comme je remercie les téléspectateurs américains pour le magnifique accueil qu'ils réservent au Président de la République française.\